



## TUNISIE

## Lacroix menace de fermeture

Le groupe français **Lacroix Electronics** manœuvre pour mettre fin à la grève qui paralyse, depuis un mois, son usine de Zaghuan (MC n°1127). Son vice-président chargé des ressources humaines, **Thomas Lesort**, multiplie les allers-retours entre Nantes et Tunis. Selon nos sources, il a informé les autorités, en fin de semaine dernière, de son intention de fermer le site pour une durée de soixante jours, si une ultime médiation menée par l'inspection du travail (dépendant du ministre des affaires sociales **Ahmed Ammar Youmbai**) venait à échouer.

Ce calendrier permettrait à Lacroix de reprendre les négociations avec le syndicat **UGTT** après la tenue des élections législatives (26 octobre) et présidentielle (23 novembre), dont l'approche complique singulièrement le dossier. Le candidat d'**Ennahda** aux législatives dans la ville voisine de Zaghuan, l'ex-ministre de l'éducation **Mohamed Ben Salem**, soutient les grévistes jusqu'au-boutistes, ce qui a poussé l'UGTT à adopter une position "dure". Quant à l'actuel exécutif, il n'a aucune envie d'affronter la centrale syndicale, et encore moins le parti islamiste, qui l'a mis au pouvoir.

## Suite (et pas fin) de l'affaire BFT

Les grandes manœuvres continuent autour de la **BFT** (Banque franco-tunisienne). Le groupe **ABCI** réclame devant le **Cirdi** (Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements) la restitution de cet établissement nationalisé en 1989. Selon nos sources, le directeur des affaires juridiques de la **Banque centrale de Tunisie** (BCT) et ex-DG de la BFT, **Mounir Klibi**, a tenté de réunir, le 13 octobre, une assemblée générale de la BFT. Celle-ci devait notamment constater des pertes s'élevant à plus de 300 millions de dinars (131 millions d'euros), et programmer une nouvelle AG dans quelques mois, où serait prononcée la liquidation de la société. Mais ABCI, mise au parfum, a

dépêché deux huissiers pour réclamer l'accès aux comptes. Le président du conseil d'administration de la BFT **Khaled Fendri** leur a interdit d'accéder à la réunion. Mais celle-ci a été suffisamment retardée pour être *de facto* reportée...

Ce nouvel épisode intervient alors que le tribunal arbitral a fixé, le 5 septembre, à mi-2015 le délai maximal pour déterminer les responsabilités de l'Etat tunisien et évaluer le préjudice d'ABCI. Dans ce volet, Tunis ne craint pas de jouer au pompier pyromane. Pour réclamer un délai, ses avocats ont en effet chiffré les potentielles réparations à un milliard d'euros, soit 8% du budget annuel de l'Etat...

**MAROC ▶ Le wali Zellou crève l'écran.** Evoquée depuis 2008, la création d'un "guichet unique" pour faciliter le tournage de grosses productions hollywoodiennes à Ouarzazate ne sera bientôt plus une fiction. Le wali de la région Souss Massa Draa, **Mohamed El Yazid Zellou**, s'appête à sortir son chèque pour financer les études préalables. Cette structure, qui regroupera tous les prestataires nécessaires (pré et post-production, fournisseurs, etc.), doit rendre à Ouarzazate son statut de destination de tournage préférée des films à gros budget. Sa création remplit d'aise l'homme d'affaires **Saïd Alj**. Les deux principaux studios de la ville (**Atlas Corporation Studio** et **CLA**), qui seront associés à la nouvelle structure, lui appartiennent !

**TUNISIE ▶ Foued Daghfous, recteur de Poulina !** L'ex-conseiller de **Ben Ali** chargé des grands projets immobiliers, **Foued Daghfous**, rebondit de nouveau dans le privé. Trois mois après avoir quitté le groupe **Miled** (MC n°1120), il vient de rejoindre **Abdelwaheb Ben Ayed**, le patron de **Poulina Group Holding** (PGH), pour piloter trois projets liés à l'éducation. Une **Poulina Academy** flamboyante formera les cadres du groupe. Foued Daghfous supervisera aussi la création d'un campus universitaire privé. Enfin, il pilotera **International Future Networks**, association lancée par **Abdelwaheb Ben Ayed** pour mettre en relation les organisations de jeunesse.

**MAGHREB ▶ Oussedik relit la loi 49/51.** Arrivé à la tête du pôle Afrique du Nord du **Conseil français des investisseurs en Afrique** (CIAN) en juin, **Sammy Oussedik** s'est attelé à l'organisation d'une grande conférence sur l'Algérie, début 2015. Au programme : un point sur la loi 49/51 - très impopulaire auprès des investisseurs étrangers, mais dont Alger a confirmé le maintien - et un autre sur les éventuelles réformes constitutionnelles. Sammy Oussedik avait fondé, en 2000, la banque d'affaires **Algiers Investment Partnership** (AIP).

**MAROC ▶ Doligé cible l'ex-consule.** **Sacha Doligé** connaîtra à la fin du mois le verdict de la **Commission d'accès aux documents administratifs** (CADA), à laquelle il a réclamé d'obtenir une copie des comptes rendus de l'ex-consule d'Agadir **Véronique-Marie Juricic**. L'entrepreneur, qui avait monté avec **Pascal Gaillères** une entreprise de promotion immobilière à Taroudant, **Villa Doga**, met en cause l'inertie des autorités françaises alors qu'il était bloqué au Maroc, suite à un différend commercial avec un chef de la police locale, proche de la consule. Il envisage de porter plainte contre cette dernière.

## LIBYE

## Les Marines de Mozayix débarquent

La société de sécurité privée **Mozayix Middle East** prend du galon en Libye. L'entreprise, gérée par deux anciens Marines américains, **Jacob Allen** et **Philip Dwyer** (ancien responsable chez **IBM Global Services**), multiplie les recrutements pour renforcer son antenne de Tripoli.

Basée à Beyrouth et Washington, l'entreprise avait débauché, en juin, deux bons connaisseurs du pays : **Nigel Taylor**, qui travaillait déjà pour le cana-

dien **GardaWorld**, et **Richard Quirey**, jusqu'alors consultant sécurité pour le **Foreign & Commonwealth Office** (FCO). L'équipe tripolitaine est chargée de missions de renseignement et de sécurité pour des entreprises dans l'énergie, le transport, les télécoms, les médias, etc. La Libye attire toujours les spécialistes de la sécurité privée. En août, **Paul Cassie**, ex-membre des forces spéciales britanniques, y avait implanté sa société **Bloxtons** (MC 1122).